

La déforestation au Brésil

Promis, je
vais lever
le pied



La déforestation de la partie brésilienne de l'Amazonie s'accélère. Si le déboisement permet le développement de certaines activités économiques, différentes mesures sont prises pour lutter contre un excès de déforestation qui amplifie le réchauffement climatique.

L'actualité

La déforestation de l'Amazonie a représenté près de 13 300 km² au Brésil entre le 1er août 2020 et le 31 juillet 2021, soit une hausse de 22 % par rapport à l'année précédente, selon une estimation publiée jeudi dernier par l'INPE, l'agence spatiale brésilienne. Après avoir fortement reculé entre 2004 et 2012, la déforestation de la partie brésilienne de l'Amazonie est repartie à la hausse, puis s'est nettement accélérée ces trois dernières années.

Le 1er novembre, 105 États, dont le Brésil, la Russie et la République démocratique du Congo, se sont engagés à « interrompre et inverser » la déforestation d'ici 2030. Ils ont pris cet engagement dans le cadre de la COP26, la 26e édition d'une conférence des Nations unies sur le changement climatique, qui s'est tenue début novembre à Glasgow, en Écosse. Cependant, la lutte contre la déforestation ne relève pas seulement de ces pays, qui abritent 86 % des forêts mondiales. Elle dépend aussi des importations des pays développés.

La Commission européenne, codétentrice du pouvoir exécutif de l'UE avec les États membres, a présenté jeudi dernier un projet de règlement visant à enrayer la déforestation imputable à l'UE. Le texte prévoit d'exclure du marché européen certains produits tels que le bœuf, l'huile de palme et le soja s'ils sont issus de zones ayant été déforestées après le 31 décembre 2020.

Les causes de la déforestation

La FAO, l'agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, définit la déforestation comme « **la conversion de la terre à d'autres utilisations** ». Elle estime qu'entre 1990 et 2020, le monde a perdu 178 millions d'hectares de forêts, « soit une superficie à peu près équivalente à celle de la Libye », en tenant compte des forêts qui ont repoussé.

La déforestation se produit principalement dans les forêts tropicales d'Amazonie, d'Afrique centrale et d'Asie du Sud-Est. Elle peut provenir de phénomènes naturels tels que des attaques d'insectes, mais elle est le plus souvent due aux activités humaines.

La principale cause est l'expansion agricole liée à la production de produits de base tels que le soja, le bœuf, l'huile de palme, le cacao et le café. Ces produits sont en partie exportés. En 2017, l'UE était le deuxième plus grand importateur de matières premières dont la production est liée à la déforestation après la Chine, selon une étude publiée en avril par l'ONG WWF.

La transition forestière

En 1992, le géographe Alexander Mather énonce **la théorie de la transition forestière selon laquelle un pays passe au cours du temps par trois phases :**

- la première est caractérisée par une couverture forestière élevée et une faible déforestation,
- la deuxième par une déforestation forte
- et la troisième par une stabilisation de la déforestation et une éventuelle hausse du couvert forestier.

Ces phases sont liées au développement économique d'une nation. Il est d'abord essentiellement agricole et donc fortement consommateur de terres, puis évolue vers le développement des activités industrielles et tertiaires, tandis que la productivité du secteur agricole augmente. **Lorsque ces dernières deviennent majoritaires, un certain nombre de terres agricoles peuvent retourner à l'usage forestier.**

Cette transition forestière a été observée dans de nombreux pays tels que les États-Unis, la France, la Chine, l'Inde et le Vietnam.

La déforestation est responsable d'environ 11 % des émissions mondiales de CO₂, un gaz à effet de serre, selon la FAO, contre environ 2,5 % pour le secteur aérien. Les forêts éliminent le CO₂ de l'atmosphère en le stockant dans

le sol ainsi que dans les troncs, dans les branches et dans les feuilles des arbres. Lorsqu'une forêt est déboisée, le carbone ainsi stocké se répand dans l'atmosphère et la capacité des arbres à absorber du CO2 est réduite.

L'impact économique de la déforestation

Dans une étude publiée en 2016 [PDF] en France, les chercheurs Philippe Delacote, Serge Garcia et Julien Wolfersberger expliquent que certains pays ont « **un intérêt économique à se spécialiser dans la production de biens intensifs en déforestation** » comme le soja ou l'huile de palme. Ils doivent cependant veiller à ne pas convertir trop d'hectares, poursuivent les chercheurs, car les forêts fournissent des « **services écosystémiques** », tels que la régulation des pluies, qui ont une « influence positive » sur la production agricole.

Dans une étude publiée en 2009 aux États-Unis, six chercheurs ont étudié l'impact économique de la conversion de la forêt pour l'agriculture, en particulier l'élevage, dans près de 300 municipalités de la partie brésilienne de l'Amazonie. Ils ont montré que **le niveau de vie des populations locales progresse avec le début de la déforestation, puis diminue à mesure que la frontière de la déforestation s'éloigne avant de retrouver son niveau initial**. Cette évolution est liée à l'épuisement des ressources en bois et à la dégradation des pâturages.

La lutte contre la déforestation

En 2005, les Nations unies ont lancé le programme REDD (Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts), devenu REDD+ en 2009. Il encourage des pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre provenant de la déforestation. **S'ils atteignent certains objectifs, ils perçoivent une compensation financière volontaire des pays développés**. Plus de 5 milliards de dollars ont ainsi été versés depuis 2008, selon une étude publiée en février 2020 par un groupe de réflexion britannique et une fondation américaine. « De tels flux de revenus peuvent dédommager, au moins en partie, les pays qui comptent une vaste couverture forestière et renoncent ainsi aux bénéfices de son exploitation », expliquaient les chercheurs Frances Seymour et Jonah Busch dans un article publié en 2017 dans une revue éditée par le Fonds monétaire international, un organisme chargé de garantir la stabilité financière mondiale. Selon eux, les versements REDD+ ne doivent pas être considérés comme des aides, mais « **comme l'achat d'un service dont le monde a urgemment besoin** », celui de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour aller plus loin

DÉFORESTATION AU BRÉSIL

Dans une analyse publiée en 2019 sur le site The Conversation, un média publiant des articles d'universitaires, le maître de conférences en économie Julien Wolfersberger **critique la stratégie économique poursuivie par l'actuel président brésilien**. Il estime qu'une spécialisation dans le secteur agricole offre moins de perspectives que l'industrialisation en matière de développement.

→ Lire son analyse.

REDD+

Dans un article publié en 2016 sur le site du média du développement durable iD4D, plusieurs experts, dont le chercheur en agronomie Alain Karsenty, **présentent le mécanisme REDD+**. Ils expliquent son fonctionnement et les limites de ce système.

→ Lire l'article.

Source : d'après <https://www.brief.eco/>